

Fraude en entreprise

La cybercriminalité roule à tombeau ouvert

• La dématérialisation décuple les risques

• Le détournement d'actifs en haut du podium

• La fraude aux achats et le pot-de-vin «résistent»

SUR un échantillon de 6.337 entreprises interrogées dans 115 pays, une seule entreprise marocaine a répondu au questionnaire de l'enquête mondiale PwC sur la fraude en entreprise. Il s'agit de la 8e édition de l'étude PwC. «Peu d'entreprises publiques ou privées communiquent sur les cas de fraude. Ils ont peur de la publicité négative que cela pourrait générer sur leur réputation», explique Réda Loumany, associé chez PwC Advisory Maroc. En deux ans, le taux de la fraude en Afrique a grimpé de 7 points. Il est passé de 50% en 2014 à 57% en 2016, soit le taux le plus élevé au niveau mondial.

Plus d'une entreprise sur trois (36%) a déclaré une fraude. Le détournement d'actifs reste le mode opératoire le plus fréquent. Malgré un recul de 5 points entre 2014 (69%) et 2016 (64%), cette forme de fraude demeure la plus répandue.

D'où vient la fraude

46% des fraudeurs sont des salariés de l'entreprise. «C'est en majorité un homme, de plus de 30 ans et qui dispose de plus d'ancienneté au sein de l'entreprise. C'est une personne qui bénéficie de la confiance du management: elle reste donc difficile à identifier», affirme Fabienne Borde, associée PwC France. La deuxième moitié émane de l'externe. Ce qui explique que la fraude en entreprise pourrait être endogène ou exogène. Les données des clients constituent la principale cible des fraudeurs, puis celles concernant les employés. □

due. Ceci s'explique par le fait qu'elle est beaucoup moins sophistiquée, et souvent plus facile à détecter. En revanche, la cybercriminalité a enregistré une évolution significative. Elle s'élève à 32% contre 24% en 2014. Elle se hisse pour la première fois à la deuxième place du classement mondial. Dans l'espace de deux ans, le taux de cybercriminalité a été doublé en France. 73% des dirigeants français «anticipent une augmentation du risque de cybercriminalité les deux prochaines années, contre seulement 34% au niveau mondial». La dématérialisation de l'activité des entreprises génère une vulnérabilité et accentue le risque. «61% des chefs d'entreprises dans le monde se disent préoccupés par le risque de cybercriminalité contre 48% en 2014».

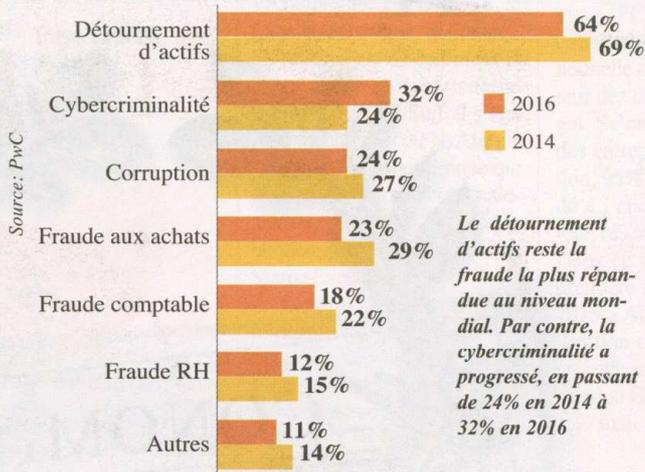
La troisième forme de fraude la plus observée en 2016 est la corruption. Cette fraude a reculé de 3 points. Mais plus de la moitié des dirigeants sont préoccupés par cette pratique de fraude. 13% des entreprises françaises considèrent avoir perdu une opportunité commerciale en raison du paiement d'un «pot-de-vin» par un concurrent. La fraude aux achats a connu également une légère baisse de 6 points par rapport à 2014. La fraude comptable continue, année après année, de reculer: 18% par rapport à 2014.

En ce qui concerne l'identité des fraudeurs, cette pratique illégale a été réalisée par des bandes organisées et bien renseignées sur l'entreprise, ses dirigeants, ses circuits de décisions et son mode de fonctionnement. Parfois également à travers des informations postées sur les réseaux sociaux.

La fraude a un coût direct. Dans 14% des cas, la fraude coûte pour l'entreprise plus d'un million de dollars au niveau mondial et dans 22%, ce coût est compris entre 100.000 et 1 million de dollars. Les fraudes les plus coûteuses concernent l'Amérique du Nord et l'Asie Pacifique. Les attaques de cyber-criminels ont coûté pour 50 entreprises environ 5 millions de dollars de pertes. A cet effet, les entreprises ont augmenté leurs investissements dans le domaine de la sécurité de l'information. Entre 2015 et 2016, le budget moyen annuel relatif aux investissements de cyber-sécurité est passé de 3,7 à 4,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 29%, selon l'enquête 2016 de PwC. L'identification de la fraude se base sur trois principaux axes: les dispositifs de contrôle au sein des entreprises,

Typologie de fraude à l'échelle mondiale

(en % des fraudes reportées)



dispositif de contrôle. Dans cette méthode, le contrôle se fait en interne, à travers l'évaluation du risque de fraude et l'audit interne. Ce procédé demeure le mode opératoire le plus efficace. Alors que la culture d'entreprise a enregistré 22% et 11% par accident ou par le biais d'un tiers. Comme dans les études précédentes, le secteur financier reste le plus touché dans le monde avec un taux de 48%. Le secteur public, qui passe devant le secteur de la distribution, vient en deuxième place, en enregistrant 44%. □

S. N.

la culture d'entreprise et la détection par «accident» ou par «hasard». 48% des fraudes ont été captées dans le cadre d'un

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com